

Michel Sivignon, Olivier Milhaud
21 mars 2000

Le péché cartographique : le cas des Balkans

Toute carte est interprétation. Or lire une carte, c'est l'interpréter. Donc lire une carte, c'est interpréter une interprétation. Qu'est-ce qu'une confession stimulante, salutaire et chaleureuse ? Un café-géo avec Michel Sivignon, qui nous entraîne avec toute son intelligence, sa malice et sa rigueur, dans la culpabilité des géographes : leur péché cartographique !

Ce soir, **l'Ecritoire** s'est transformé en confessionnal ! Un confessionnal sympathique et chaleureux, avec la carte des Balkans accrochée au mur et généreusement distribuée à toute l'assistance. En effet, le *National Geographic* (France) était représenté par une partie de sa rédaction, et notamment Emmanuel Vire, ancien étudiant de l'université de Paris-1, son cartographe, Céline Lison, rédactrice et Sylvie Brieu, chef de service. Le numéro n°5 de février 2000 était illustré d'une carte des Balkans qui a servi de base à la discussion.

Cartographe, est-ce une bonne chose ?

Michel Sivignon a voulu mener une réflexion à triple détente :

Peut-on juger du fondement scientifique d'une carte ? Et dire qu'il y en a de bonnes et de mauvaises. Est-il toujours légitime de produire une carte sur un sujet donné ? N'y a-t-il pas des cas où produire une carte amène nécessairement celui qui la lit à une conclusion ? Une carte n'est que la transposition graphique de **catégories statistiques qui elles même posent question**. En face de la carte politique et ethnographique des Balkans, quelle est la réaction du géographe ? L'accepter comme la vérité même, ou la critiquer comme un document élaboré à une date donnée, par des gens particuliers qui ont une connaissance donnée... et des préjugés ? Après avoir mentionné l'ouvrage *Comment faire mentir les cartes* ? Michel Sivignon rappelle que les cartes ne sont pas des documents neutres, mais et aussi qu'on leur fait jouer un rôle : ce sont des arguments supposés scientifiques qu'on mobilise en faveur de l'un ou l'autre camp

Il faut d'abord critiquer les sources sur lesquelles s'appuie la carte et la manière dont elle les traduit graphiquement

Lors d'une conférence sur les Balkans, donnée en Norvège, Michel Sivignon avait dû faire face au reproche d'avoir montré une carte des territoires des différents peuples de la région : « Vous n'aviez pas le droit de montrer cette carte ! » La critique portait non pas sur les défauts ou les inexactitudes de la carte, mais sur *l'illégitimité* de la carte qui fixe une réalité qui la dépasse. C'était donner une caution au dépècement de la Bosnie-Herzégovine parce qu'en voyant cette carte, un observateur non prévenu était amené à conclure que puisque des groupes ethniques ne s'entendaient pas et étaient disposés les uns à côté des autres, le mieux était d'entériner cette disposition spatiale et de mettre des frontières entre eux

La carte comme instrument de différenciation spatiale qui conduit à des attitudes favorables à une division politique.

Les cartes des catégories ethniques se fondent sur des chiffres et des statistiques, donc sur un recensement et des déclarations. Elles reposent donc sur des catégories officielles qui sont peut-être illégitimes ! Prenons le cas français : l'Assemblée parle du "peuple corse". Mais qui va le définir ? et selon quels critères ? Où se situe la limite entre le corse et le non-corse ?

Les catégories de la carte sont-elles légitimes ?

Les *cartes ethnographiques* sont des instruments de communication simplificateurs.

La carte du *National Geographic* est destinée à un certain type de clientèle. La carte est instrument de communication et relève de la ligne éditoriale de la revue.

Les cartes ethnographiques sont des inventions récentes : elles apparaissent au milieu du XIX^e, en Europe centrale, c'est-à-dire quand les Etats nations émergent et remettent en cause les Etats impériaux.

Toute carte est simplification. La carte des Balkans du *National Geographic* ne représente que les "appartenances majoritaires". Les minorités n'apparaissent pas sur la carte, mais sont cependant représentées sur les camemberts des répartitions ethniques par pays (sur les bords de la carte). Emmanuel Vire, tout en reconnaissant que toute carte est perfectible, souligne qu'il y a peu de simplifications, ou du moins qu'il n'y a pas de désir de simplification.

Un accès aux sources variable selon les États Tous les États n'ont pas la même attitude vis-à-vis de l'appartenance ethnique. Certains pays ont fait de l'appartenance ethnique un fondement politique. Par exemple, la Yougoslavie était fondée sur la notion de nation et de nationalité et trop favorable aux minorités : la transparence sur les données ethniques était extrême. Les minorités étaient réifiées ; on connaît les conséquences dramatiques de cette transparence... Dans les recensements, on se déclarait "serbe", "bosniaque", "croate"... 12% se déclaraient d'ailleurs "yougoslaves". Les différenciations nationales étaient au fondement de l'Etat, en Yougoslavie comme en URSS. Les cartes étaient des cartes de la différenciation ethnique. Une liste de catégories était proposée pour les recensements : Imaginons une même situation en France et que l'agent recenseur demande, "êtes vous breton, charolais ou français ?"

La carte reflète l'existence ou non des sources sur le thème à traiter.

D'autres pays préfèrent nier les différenciations nationales. C'est le cas de la France, où l'on ne représente jamais les "minorités nationales". Et lorsque l'Encyclopédie soviétique avait publiée une carte des minorités nationales en France, le PCF de Maurice Thorez avait protesté : "il n'y a qu'un seul peuple français !"

Or, sur la carte des Balkans du *National Geographic*, la Grèce et la Bulgarie n'ont aucune minorité. Ou plus exactement, aucune minorité n'est avouée ni cartographiée ! Le "camembert" sur le côté indique que la Grèce est composée à 98% de Grecs et les 2% restants sont regroupés sous le terme "autres". Or, ces "autres", ces 200 000 personnes, on a les moyens de savoir où ils sont. Il s'agit de la minorité turcophone de la Thrace. En effet, par le traité de Lausanne, la Grèce et la Turquie ont opéré à un échange des populations, avec deux exceptions. Le patriarcat grec et la communauté grecque d'Istanbul restaient sur place. En échange, les Turcs de la Thrace, à l'est de Nestos, peuvent rester sur place et ont le droit d'ouvrir des écoles : ce sont des citoyens grecs "musulmans", ce ne sont pas des "Turcs". Ils

disposent d'écoles coraniques, et d'écoles classiques où une grande partie de l'enseignement est assuré en turc. Or la carte des écoles turques n'est jamais publiée dans les documents officiels.

Quant aux bulgarophones islamisés, on leur apprend le turc, puisqu'ils sont islamisés !! De même, dans l'Albanie méridionale les villages autour de Delvinë sont peuplés à 100% d'hellénophones. C'est une minorité reconnue par l'Albanie, même du temps d'Enver Hodja avec son journal, ses publications, son lycée... Pourquoi cela n'apparaît-il pas sur la carte ?

Probablement parce que ni en Grèce, ni en Albanie, ces minorités ne sont jamais cartographiées par peur que la carte ne serve de fondements à une revendication territoriale.

Emmanuel Vire nous apprend que la carte des Balkans a été refusée par le *National Geographic*, publié en langue grecque ! Cette carte réalisée à Washington n'est jamais parue dans la version grecque du magazine. Selon Alain Gascon (INALCO), c'est certainement lié à la vignette concernant la Macédoine qualifiée de "patrie d'Alexandre le Grand". Jamais les Grecs ne pouvaient accepter ça.

Certaines cartes du *National Geographic* dans une autre langue que l'anglais sont en effet directement traduites de la version américaine. Michel Sivignon souligne d'ailleurs que les cartes se copient entre elles, reprenant les mêmes erreurs, en particulier les fonds de carte qui sont rarement revus. Résultat : notre carte représente un lac en Grèce asséché depuis 40 ans !

Les cartes sont des vecteurs d'interprétations...

Michel Sivignon nous distribue un extrait de l'ouvrage de Wilkinson de 1951, où sont rassemblées six cartes de la Macédoine de 1915 à 1918. La carte britannique de Nevill Forbes de 1915, décrit la majeure partie de la Macédoine comme peuplée de Bulgares. Nous sommes en 1915, la Bulgarie n'est pas encore entrée en guerre, et l'on espère qu'elle va choisir le camp des alliés...

Sur la carte britannique de Stanford de 1917, la Macédoine est peuplée non plus de Bulgares mais de Slavo-Macédoniens et de Serbes, parce que les Serbes sont du côté des alliés. Les différences entre les cartes traduisent-elles des mouvements de population ou des mouvements d'opinion ?

Quant à la carte britannique de Gross en 1918, elle représente l'Albanie du nord peuplée d'un mélange de Serbes et d'Albanais. Le géographe serbe, Jovan Cvijic, auteur de *La Péninsule balkanique*, justifiait ainsi, en falsifiant les données la volonté de la Serbie de s'ouvrir un accès à la mer par l'Albanie du Nord ; Il a donc dit qu'il y avait un mélange ethnique, afin de justifier avant coup une annexion du Nord de l'Albanie par les Serbes (qui était prévue dans le traité secret de Londres de 1915 entre Italiens, Serbes, Grecs Anglais et Français)

La carte reflète des enjeux politiques.

Michel Sivignon n'hésite pas à parler de l'instrumentalisation des géographes par le pouvoir politique, en rappelant le tracé de la frontière entre Roumanie et Hongrie lors des négociations de 1919. De Martonne avait demandé de produire une carte différente de celle proposée par l'une des parties en présence, pour argumenter en faveur d'un autre tracé !

Hérodote avait publié un excellent numéro intitulé "La question serbe", où étaient proposée dans un article de Bougarel une grande quantité de cartes différentes. On en choisit ici trois :

- La répartition des communes selon la configuration ethnique de leur principale localité La répartition des communes selon la configuration ethnique de leur population, localité principale exceptée. Les communes dont la majorité ethnique de la localité principale ne coïncide pas avec celle du reste du territoire de la commune. Ces cartes étaient certes complexes, mais fidèles à la complexité du réel. Mais elles sont en même temps difficiles à lire et à interpréter. Elles ne conviennent pas pour une lecture rapide et dans un quotidien elles occuperaient trop de place.
- Les journaux d'opinion, eux, se recopient entre eux et produisent des cartes simples, lisibles, mais excluant la complexité, même si cette dernière est le trait majeur du phénomène à représenter. !
- La carte est instrument de différenciation sociale et spatiale. Les géographes en ont-ils mesuré toutes les conséquences politiques ?

La très grande majorité des cartes servent à montrer des différenciations, et non pas les mélanges. Au contraire presque, **quand il y a mélange, il n'y a pas de carte** susceptible d'en rendre compte de façon efficace.

L'efficacité de la carte suppose la simplification et donc les risques, notamment celui d'ancrer dans les esprits l'idée des différenciations et des frontières imperméables. "Pourquoi vouloir faire vivre ensemble des gens qui sont déjà séparés sur le terrain... ou du moins sur la carte ?" C'est partiellement vrai, mais le reste n'est pas représenté !

Les espaces où les populations étaient mêlées ont d'ailleurs étaient les premiers visés par l'armée nationale (à majorité serbe) lors de la première guerre entre croates et serbes...

Quelle est la légitimité des catégories représentées ?

Michel Sivignon rappelle le débat qui avait opposé Hervé Le Bras à Michèle Tribalat, le premier déniait toute légitimité à représenter les difficultés scolaires des jeunes Maghrébins. Pourquoi ne pas non plus une carte sur les Juifs dans l'agglomération parisienne ?

Débats

Suite à l'intervention de Guilhem Pépin (étudiant agrégatif), Michel Sivignon souligne combien les archéologues sont utilisés par les politiques. En France, c'est le Ministère des Affaires étrangères qui finance les missions archéologiques ! Il cite l'exemple des archéologues polonais payés en 1945 pour prouver que le déplacement de frontières de leur pays était justifié archéologiquement ! (*avant l'arrivée des Allemands, on était là !*).

Alain Gascon souligne que lorsque le conflit Erythrée-Ethiopie a éclaté, les deux partis ont demandé immédiatement aux Italiens leurs cartes coloniales.

Comment représenter les nomades, qu'ils soient Peuls ou Tsiganes ? Emmanuel Vire rappelle le rôles des camemberts pour rappeler leur existence. Michel Sivignon souligne qu'ils

échappent aux recensements, qu'aucune statistique ne les localise avec précision, et que personne ne souhaiterait avoir ces cartes !

Jean-Marie Théodat (université de Paris-1) rappelle l'existence à l'Office Public des HLM et dans les commissariats de police, de fichiers recensant l'origine des gens. Ces fichiers n'ont aucun statut légal, et il y a une acceptation tacite par les pouvoirs publics de ces catégories ethniques.

Dans le dernier numéro de *Population et Société*, une carte recense les Pacsés et le homosexuels à Paris (les 3^e et 4^e arrondissements ressortent nettement). Michel Sivignon rappelle que le PACS est un contrat parfaitement légal et qu'on a donc le droit d'avoir la carte. Le problème, c'est l'assimilation des Pacsés aux homosexuels.

Gilles Fumey se demande si la technologie ne va pas nous sauver du *péché cartographique*, en ne cartographiant plus rien ! S'il est assez facile de faire des cartes de l'agriculture, il est beaucoup plus complexe de faire des cartes des industries. Avec la complexification de notre société, ne sera-t-elle pas encore plus difficile à cartographier ?

Michel Sivignon a plutôt le sentiment inverse. La cartographie automatique permet de réaliser des cartes très facilement et celles-ci se développent beaucoup dans la presse. Emmanuel Vire souligne que les logiciels d'infographie utilisés par les journaux sont simplificateurs, à la différence des logiciels de recherche comme "Cartes et données".

Michel Sivignon distribue un article de M. Hudon, publié dans *Mappemonde* (1994, n°1) qui tente de chorématiser la Yougoslavie. Cela pose problème si l'on utilise cette simplification dans des débats politiques censés discuter de la réalité. C'est la limite des chorèmes. Les gens ne se battent pas pour un triangle ou pour un carré. Michel Sivignon ne nie pas l'intérêt de la simplification cartographique, mais la considère, ici, singulièrement inopérante.

P. Gentelle (CNRS) souligne qu'en Chine, **on fait des cartes, mais on ne les montre pas** : on n'a accès qu'aux cartes que le pouvoir veut bien nous montrer. De plus, tout dépend des catégories que l'autorité veut bien mettre sur la carte. Taïwan est représenté comme une province chinoise. En Chine, les géographes sont victimes de l'Etat. On ne connaît que ce que le gouvernement chinois veut que l'on sache du territoire.

Hérodote avait publié la carte du libre accès à la carte : c'était la carte à peu près exacte de la démocratie et du totalitarisme.

Gilles Fumey se tourne vers Gérard Dorel, inspecteur général, pour lui demander malicieusement s'il n'a pas... mauvaise conscience d'avoir fait commettre tant de péchés cartographiques à nos bacheliers (Gérard Dorel étant largement l'inspirateur de la nouvelle épreuve du baccalauréat obligeant, peu ou prou, les candidats à manier l'outil cartographique... Celui-ci se félicite au contraire d'avoir rétabli la place de la cartographie dans l'enseignement, réintroduit ses techniques, et relancé la formation au regard critique par rapport à la carte. G. Dorel rappelle que la carte est d'abord un instrument de pouvoir, et que la cartographie est un langage : comme tout langage, elle peut mentir... Le débat devrait être mené avec des linguistes, comme le souligne Gilles Fumey, puisque les cartographes sont capables de créer un langage.

Michel Sivignon conclut sur **l'importance identitaire que revêt la carte**. Les cartes touchent à l'identité des gens et aux catégories par lesquelles le pouvoir a classé les gens.

On demande si l'exemple des Balkans n'est pas exceptionnel et si on peut généraliser.

Michel Sivignon rappelle qu'avec l'émergence des États-nations, on est passé d'une appartenance religieuse à une appartenance linguistique. Lors de la révocation de l'Edit de Nantes par Louis XIV, les protestants quittent le pays, non pas parce qu'ils ne sont pas français, mais parce qu'ils ne sont pas catholiques. Le XIX^e a vu se développer au contraire un effort pour faire correspondre les frontières et l'appartenance linguistique.

Dans les Balkans il y a actuellement télescopage entre deux logiques. La première est celle de la constitution des états-nations qui est en train de se terminer. La seconde est une conséquence du système communautaire, le système du millet qui régnait dans l'empire ottoman. Entre le XIV^e et le XX^es, c'est un Etat théocratique qui dominait dans les Balkans. Il y avait une première distinction entre musulmans et chrétiens, puis des subdivisions entre les chrétiens relevant du patriarcat de Constantinople et ceux n'en relevant pas. On payait ses impôts en fonction de la catégorie religieuse à laquelle on appartenait.

On a la rencontre de ces deux logiques contradictoires :

Comme le disait Elisée Reclus dans sa *Géographie universelle* en 1883, la vie des hommes est déterminée par leur appartenance religieuse et par le droit dont ils relèvent. Deux familles dans deux maisons voisines ne relèvent pas du même droit, ne paient pas leurs impôts sur les mêmes bases. Si l'autorité qui les maintient côte à côte sur le même territoire vient à céder, ils se jettent les uns sur les autres.

Citant un mot de Michel Tournier rapporté par Pierre Bloc-Duraffour selon lequel *Dieu a inventé la géographie et le diable l'histoire*, Gilles Fumey conclut ce café passionnant en avouant que si les géographes avaient aussi pactisé avec le diable, ils prendraient l'engagement, grâce à Michel Sivignon, de retourner à leurs origines !

Compte rendu : Olivier Milhaud